

Année 2017, n°8

Laboratoire Pluridisciplinaire EA4477

Géographie, aménagement-
urbanisme, sociologie,
économie, gestion, droit

<http://tves.univ-lille1.fr>

Sommaire

Recherches	2-5
Evènement	5
Master	6
Programme	6
Soutenances	7
Publications	8



Territoires, Villes,
Environnement & Société

Université de Lille Sciences

et Technologies

UFR de Géographie
et Aménagement

Avenue Paul Langevin
59655 Villeneuve d'Ascq Cedex

Tél. 03 20 43 69 75
Télécopie : 03 20 33 60 74

Messagerie :
christine.vandenbosch@univ-lille1.fr

Université Littoral
Côte d'Opale

Pôle de Recherche SHS

21, Quai de la Citadelle, BP 55528
59383 Dunkerque cedex I

Tel. : 03.28.23.71.00
Télécopie : 03.28.23.71.10

Messagerie :
delphine.groux@univ-littoral.fr

EDITORIAL

Cinq thèses de doctorat en aménagement-urbanisme ou en géographie ont été soutenues à TVES depuis la dernière parution de La Lettre. Félicitations à nos nouveaux Docteur(e)s : Liu Liu, Ana Magdalena Baidan, Hai Nam Tran, Clément Quaeybeur et Camille Guenebeaud ! A la rentrée 2016-2017, le laboratoire a accueilli huit nouveaux membres doctorant(e)s : Agathe Delbarre, Do Lien Huong Dinh, Nadin Fayad, Julia Frotey, Jérémy Innebeer, Laura Jehl, Quoc Dat Nguyen, Thi Ngoan Pham. Nous leur souhaitons un riche parcours doctoral et une bonne intégration dans TVES. Les soutenances d'Habilitation à Diriger des Recherches de nos collègues Anne-Peggy Hellequin (en novembre 2016 à l'ULCO) et Vincent Herbert (en mars 2017 à l'Université de Nantes) ont aussi représenté des moments importants de la vie scientifique de notre laboratoire restitués dans ce numéro et le prochain.

Les articles présentés dans cette livraison de La Lettre de TVES privilégient la présentation de projets au moment de leur démarrage en 2016-2017. Il s'agit tout d'abord du projet ANR INDIGEO (Géographies autochtones : origines, développements et perspectives dans le monde francophone) soutenu par le programme « Accueil de Chercheurs de Haut Niveau » et coordonné par Bastien Sepulveda. Les membres du laboratoire sont impliqués dans deux nouveaux projets sélectionnés par le programme « Quel littoral dans 50 ans ? » de la Fondation de France et consacrés à la gouvernance de la pêche récréative ou à l'adaptation au changement climatique sur le territoire de la Côte d'Opale.

Trois projets soutenus par le Contrat de Plan Etat Région (Hauts-de-France) 2015-2020 ont démarré en 2016. Les membres de TVES sont fortement mobilisés dans les projets CLIMIBIO et MARCO. CLIMIBIO est un projet environnemental pluridisciplinaire regroupant 16 laboratoires de la région Hauts-de-France. Il a pour but d'étudier l'évolution des milieux et du climat, d'analyser les impacts de ces évolutions sur la biodiversité, la qualité de l'air, la santé, la société et d'envisager les perspectives et stratégies d'adaptation à ces changements. MARCO développe des recherches

marines et littorales en Côte d'Opale : des milieux aux ressources, aux usages et à la qualité des produits aquatiques. Il regroupe 7 laboratoires des universités de la région, de l'IFREMER et de l'ANSES. Par ailleurs, la MESHS a démarré son projet CPER ISIMESHS, avec notamment le lancement de 6 nouveaux projets sélectionnés dans le cadre de la 1ère édition de l'Appel à « Projets Structurants », dont le projet MOUVE coordonné par une collègue du laboratoire. En lien avec ces projets, plusieurs recrutements de personnels, IGE ou IGR, ont permis de renforcer notre potentiel de travail : Baptiste Berry, Marion Brun, Marie Cooche, Sophie Cornet, Oumar Marega, Camille Pellerin, Théophile Plouvier, Arnaud Savy et Brandon Stordeur.

Nous proposons deux zooms sur le programme « ENERULCO » développé à l'Université Littoral Côte d'Opale, dans lequel sont engagés plusieurs membres de TVES et sur « Connaissance, gouvernance et objectifs de la ville durable en Asie ». Cette manifestation pluridisciplinaire, co-organisée par TVES, est le premier colloque international qui inaugure LILLIAD Learning center innovation installé au cœur du campus de l'Université de Lille (cf. photo).

Une rubrique offre encore un éclairage sur une des douze formations de Master adossées au laboratoire TVES : le Master PAUL. Un prochain hors-série de La lettre présentera plus globalement l'ensemble des Masters adossés à TVES, soulignant notre attachement à l'articulation entre formation et recherche.

Vous retrouverez enfin la rubrique habituelle conclusive avec l'actualité, non exhaustive, des publications, articles ou ouvrages, des membres du laboratoire.

Encore une fois, une riche actualité et quelques témoignages de la dynamique à l'œuvre au sein de notre collectif de recherche.

28 avril 2017

Philippe Deboudt et Christophe Gibout



Géographies autochtones : origines, développements et perspectives dans le monde francophone

Recherche

Projet ANR ACHN INDIGEO

Ces dernières décennies ont été les témoins d'une puissante résurgence autochtone sur la scène internationale. Dans plusieurs régions, des représentants de différents peuples se sont activement mobilisés pour la défense de leur droit à l'autodétermination. Cette mobilisation s'est traduite par l'adoption de textes comme la Convention n°169 de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) en 1989 ou, plus récemment en 2007, de la Déclaration des Nations Unies sur les Droits des Peuples Autochtones, qui reconnaissent aux peuples autochtones une série de droits fondamentaux dont celui au territoire. La revendication de ce droit, fondé sur la reconnaissance des différents processus par lesquels les peuples autochtones se sont vus dépossédés de leurs territoires (au gré de l'expansion coloniale européenne d'abord, puis de la consolidation des territoires nationaux), occupe une place capitale dans l'argumentaire déployé par les représentants autochtones.

Au regard de ce contexte, le projet INDIGEO vise à développer une réflexion de fond sur les implications géographiques de l'autochtonie et les modalités de constitution d'un champ de recherches autour des géographies autochtones. Il s'agira, plus spécifiquement, de tracer une généalogie de l'intérêt pour l'autochtonie en géographie et d'identifier les séquences éventuelles ayant pu marquer cette évolution. Une telle réflexion cherchera à établir une série de différenciations davantage liées à des questions de formation disciplinaire, d'héritages intellectuels et d'appartenance à différentes écoles ou courants de pensée. On se demandera ainsi dans quelles régions du monde, depuis quand, et de quelles manières les géographes ont abordé l'autochtonie, et ce que ces différents travaux ont apporté à la discipline.

Une attention particulière sera portée, à cet égard, au développement des géographies autochtones dans le monde francophone, où contrairement au monde anglo-saxon notamment, l'intérêt pour la question territoriale autochtone est encore embryonnaire. En France, plus spécifiquement, on ne dispose à ce jour d'aucun espace ou structure de référence permettant d'encadrer, orienter et promouvoir le développement des géographies autochtones, et ce malgré l'intérêt croissant porté à l'autochtonie par une jeune génération de géographes. Par ailleurs, aucune recherche de caractère épistémologique n'a pour l'instant été menée quant aux origines et modalités de formation de ce champ d'investigation, ni permis par conséquent de systématiser et valoriser les apports potentiels d'une

approche géographique de l'autochtonie. C'est précisément ce défi que propose de relever le projet INDIGEO, dont la mise en œuvre s'articulera autour de trois grandes tâches complémentaires.

La première tâche s'attachera à dresser un bilan global de l'intérêt des géographes pour la question territoriale autochtone dans les différentes régions du monde. Elle posera le contexte servant de cadre à la seconde tâche qui visera à préciser l'apport spécifique des géographes francophones à la constitution des géographies autochtones. Cette tâche sera de la sorte partiellement imbriquée dans la précédente, avec laquelle elle partage un même intérêt épistémologique autour de l'émergence des géographies autochtones. La troisième tâche constituera quant à elle le volet empirique du projet. Elle s'intéressera aux implications concrètes des revendications territoriales autochtones et à l'utilité de la géographie à cet égard, en se focalisant sur le cas de la France dans ses extensions ultramarines. La Nouvelle Calédonie, la Polynésie Française et la Guyane Française, bien que sous des statuts différents, sont effectivement des territoires français où la question autochtone se pose de façon évidente.

Si une réflexion de fond autour des géographies autochtones s'avère nécessaire, elle revêt donc un intérêt particulier en France, où son développement pourrait contribuer à la résolution d'importants conflits qui engagent l'Etat sur le plan politique. En (re)pensant la question territoriale autochtone et ses implications, ce projet ambitionne ainsi de contribuer à la définition d'un cadre d'action pour le déploiement d'une politique autochtone en phase avec les réalités locales et les attentes des populations auxquelles elle s'adresse. A ce titre, des retombées concrètes sont attendues sur les conditions et le cadre de vie des peuples et communautés autochtones de l'outre-mer français.

Le projet INDIGEO est financé dans le cadre du programme Accueil de Chercheurs de Haut Niveau (ACHN) de l'Agence Nationale de la Recherche (ANR) pour la période 2016-2020.

Membres TVES participants : B. Sepúlveda, E. Glon, F. Dumont, P. Picouet

Contact : Bastien Sepúlveda
bastien.sepulveda@univ-lille1.fr

Recherche

Fondation
de
France



Adresse Internet :
<http://www.campusdelamer.fr/>

Fondation
de
France



Site Internet :
<http://cosaco.univ-littoral.fr/>

Pêche récréative sur la Côte d'Opale : pour de meilleures pratiques de la pêche de loisir

Projet PEROPALE

Le projet « Pêche récréative sur la Côte d'Opale : quelles pratiques pour une meilleure gouvernance des littoraux ? » (2016-2019) est soutenu par le programme « Quels littoraux pour demain ? » de la Fondation de France. Il est coordonné par Hervé Flanquart et géré par le GIS Campus de la Mer. La recherche, menée sur une portion de la Côte d'Opale (du Cap Gris Nez au nord, à Equihen au sud) porte sur différentes formes de pêche récréative (sur et depuis le rivage et dans la limite des deux milles nautiques). L'objectif final est de contribuer à une meilleure gouvernance des pratiques, afin de mieux concilier préservation des ressources et maintien d'activités traditionnelles faisant l'objet d'un fort attachement local. Ce projet s'inscrit dans une démarche interdisciplinaire avec l'implication de plusieurs laboratoires (TVES, LISIC, LARJ, GEMEL). Plusieurs objectifs spécifiques sont envisagés : (1) recueillir le maximum d'informations sur la situation, les aspirations et desiderata des uns et des autres, les conflits d'usage, etc. (entretiens semi-directifs auprès d'acteurs très variés, pêcheurs, environnementalistes, etc.) ; (2) Obtenir une vision quantitative de la fréquentation des lieux de

pêche récréative grâce à des prises de vues aériennes (par ULM, drone en vol stationnaire, et traitement automatisé des images captées) ; (3) produire une évaluation économique, inédite, des bénéfices marchands et non marchands générés par des activités liées à la pêche récréative (questionnaires) ; (4) Mettre en évidence des pratiques et des logiques d'acteurs différentes et, très probablement, des conflits d'usages (recherche participative, cartes mentales, approche prospective). Des débats et échanges seront menés au sein de focus groups constitués des chercheurs de l'équipe et des parties prenantes de la pêche récréative. Ils permettront de construire des scénarii - plus ou moins optimistes, plus ou moins consensuels - pour l'avenir de cette pratique.

Membres TVES participants : C. Audouit, M. Carrard, P. Chagnon, P. Deboudt, H. Flanquart, C. Gibout, V. Herbert, F. Lebreton, C. Roche, Savy A., N. Verlynde, L. Voltaire.

Contact : Hervé Flanquart
hflanquart@yahoo.fr

Quel littoral dans 50 ans ? Co-construction de stratégies d'adaptation au changement climatique

Projet COSACO

Le projet « Quel littoral dans 50 ans ? Co-construction de stratégies d'adaptation au changement climatique en Côte d'Opale » (2016-2019) est soutenu par le programme « Quels littoraux pour demain ? » de la Fondation de France. Il est coordonné par Mylène Ruz (UMR LOG, ULCO). Dans le contexte actuel de prise de conscience des effets potentiels du changement climatique sur les littoraux, en particulier sur les côtes basses densément peuplées, ce projet vise à évaluer les impacts potentiels du changement climatique sur deux sites littoraux de la Côte d'Opale (région Hauts-de-France) : la baie de Wissant et le Platier d'Oye. Il s'agit de porter à connaissance des cartes prospectives de l'évolution du littoral d'ici 2070 auprès de la population et des acteurs locaux, d'impliquer les populations dans une recherche-action afin de mettre en œuvre une co-construction de stratégies d'adaptation et d'analyser l'acceptabilité sociale des méthodes qui pourraient être mises en œuvre par les acteurs publics. Quatre actions sont prévues dans le projet : (1) Déterminer et cartographier les impacts

potentiels du changement climatique sur le littoral ; (2) Partager des savoirs entre scientifiques, habitants et acteurs locaux et régionaux ; (3) Expérimenter une recherche participative (chercheurs-habitants) ; (4) Analyser la perception et l'acceptabilité des modes d'adaptation. L'originalité principale du projet réside dans la co-construction de modes d'adaptation face au changement climatique impliquant des scientifiques, tant des géosciences et de l'océanographie que des sciences sociales, et les populations locales, ce qui n'a encore jamais été réalisé sur le littoral de la Côte d'Opale. Une Ingénieure d'étude, Lucie Le Goff, a été recrutée en février 2017 pour apporter un soutien au projet.

Membres TVES participants : P. Deboudt, A.-P. Hellequin, V. Herbert, F. Lebreton, C. Rufin-Soler

Contacts : Lucie Le Goff ; Mylène Ruz (LOG)
lucie.le-goff@univ-littoral.fr
ruz@univ-littoral.fr

Changement climatique, dynamique de l'atmosphère et impacts sur la biodiversité et la santé humaine

Recherche

Projet CPER CLIMIBIO

Climibio (<http://climibio.univ-lille.fr/>) est un projet environnemental pluridisciplinaire dont l'objectif est d'étudier, d'analyser les impacts du changement climatique sur la biodiversité, la qualité de l'air, la santé, la société. Le projet a également pour ambition de proposer des pistes d'atténuation de ces effets et des stratégies d'adaptation. Des observations ciblées, concertées et multidisciplinaires seront menées sur le territoire de la Région Hauts-de-France afin de mesurer les impacts du changement climatique sur la dynamique des milieux, la biodiversité, la santé et la société. Financé dans le cadre du CPER 2014 – 2020 par la Région, l'Etat et des fonds FEDER, il réunit 16 laboratoires répartis dans 4 établissements universitaires, ainsi que le CNRS, l'INSERM, le CNES, l'IFPEN.

Le projet est structuré selon 5 axes de travail. Le premier porte sur les outils de caractérisation, le second sur la dynamique de l'atmosphère et du climat, le troisième sur les impacts sur le monde vivant, le quatrième sur les stratégies d'observation et d'évaluation et le cinquième sur les leviers d'action.

Au sein du projet CLIMIBIO, le laboratoire TVES est impliqué dans différentes activités. Une enquête par entretiens auprès des agriculteurs et de la

chambre d'agriculture des Hauts-de-France doit analyser la mise en place et l'efficacité des nouvelles pratiques agricoles visant la réduction des GES. La perception du changement climatique, de ses impacts et des mesures à mettre en œuvre sera évaluée à l'aide d'une enquête par questionnaires auprès de la population des Hauts-de-France. La mise en place de leviers d'action et d'outils d'aide aux politiques publiques sera questionnée à travers les outils d'aménagement du territoire favorisant l'adaptation au changement climatique et son atténuation d'une part, en recensant les outils existants et leurs éventuels liens avec le changement climatique et d'autre part, en évaluant l'opérationnalité de ces aménagements (TVB, modification de l'éclairage urbain, renaturation). Quatre ingénieurs contractuels ont été recrutés : Marion Brun (IGR), Oumar Marega (IGR), Camille Pellerin (IGE) et Brandon Stordeur (IGE). Trois recrutements complémentaires (IGE) sont prévus dans les prochaines semaines.

Contacts : Magalie Franchomme et Séverine Frère
Magalie.franchomme@univ-lille1.fr
Severine.Frere@univ-littoral.fr



Recherche marine et littoral en Côte d'Opale

Projet CPER MARCO

Le projet CPER MARCO « Recherches marines et littorales en Côte d'Opale : des milieux aux ressources, aux usages et à la qualité des produits aquatiques » (2015-2020) regroupe 7 laboratoires appartenant à 5 partenaires institutionnels (ULCO, Université Lille 1, CNRS, IFREMER, ANSES). Anne Brisabois, Directrice de recherche ANSES et François Schmitt, Directeur de recherche CNRS, en assurent la gouvernance. Le projet MARCO s'articule autour de 6 axes et 4 plateaux transversaux. MARCO s'inscrit dans le projet scientifique du GIS Campus de la mer, sur 3 axes intitulés : « Fonctionnement des systèmes littoraux et côtiers et biodiversité », « Pêche, aquaculture et leurs valorisations » et « Activités transversales et Politique Marine Intégrée (PMI) ». Les membres de TVES sont impliqués dans l'axe 5 : « Vulnérabilité et usages des éco-socio-systèmes marins et littoraux » (coord. A. Héquette, LOG, ULCO et C. Rufin-Soler, TVES).

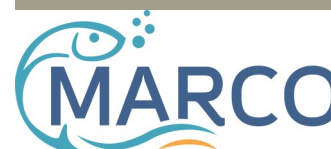
Ils sont impliqués dans l'étude de la fréquentation,

la représentation des espaces côtiers et leur évaluation économique, en s'appuyant sur plusieurs sites littoraux protégés de la Côte d'Opale. La fréquentation des sites protégés génère des coûts et des bénéfices au sein de la société.

L'estimation des bénéfices présente au moins deux intérêts pour les gestionnaires : d'une part, elle contribue à justifier les mesures de conservation auprès des financeurs publics et de la population locale ; d'autre part, elle apporte des éclairages essentiels en matière de diversification des sources de financements.

A compter du 1^{er} avril 2017, un ingénieur (IGE) apportera son soutien aux membres de TVES pour la collecte des données, leurs analyses et l'encadrement de l'équipe d'enquêteurs qui sera détachée sur les terrains.

Contact : Caroline Rufin-Soler
caroline.rufin-soler@univ-littoral.fr



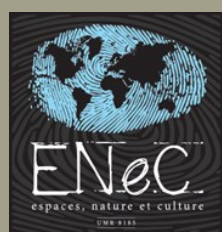
Recherche



Région
Hauts-de-France



Évènement



Mobilité et Usages des Véhicules Electriques

Projet MOUVE (CPER ISI-MESHs)

Le projet « MObilité et Usages des Véhicules Electrique : analyse du déploiement des infrastructures de charge dans les Hauts-de-France » (<https://www.meshs.fr/page/mouve>) vise à étudier la diffusion des bornes des véhicules et les usages qui en sont/seront faits. Le projet est financé par la MESHs de Lille (« Projets structurants », 2017), dans le cadre du Contrat de Projets Etat-Région (CPER) ISI-MESHs (Interdisciplinarité - Structuration - Internationalisation) soutenu par le Conseil Régional Hauts de France. Plusieurs objectifs spécifiques sont envisagés au cours des deux années. (1) La constitution d'une base de données SIG doit permettre de localiser les bornes et de réaliser des recoupements avec des couches de données spatiales et socio-économiques ; il s'agit d'identifier les logiques propres à chaque type d'espace (publics, privés, commerciaux...) dans le but d'apprécier dans quelle mesure celles-ci se recoupent et sont complémentaires. (2) Le projet prévoit une phase d'enquête par questionnaires et entretiens semi-directifs auprès d'acteurs concernés par la thématique. Cette partie du travail permettra de confronter les politiques et pratiques avec les résultats du travail de terrain et des analyses SIG. (3) Le projet intègre également une dimension internatio-

nale, appliquée à la Norvège, afin d'identifier les leviers qui ont permis à ce pays de mettre en place un véritable « système d'électromobilité ».

In fine, le projet vise à produire des recommandations et tirer des enseignements des expériences plus avancées afin d'accompagner le développement en cours de l'électromobilité. L'équipe du projet est pluridisciplinaire et combine les sciences sociales et les sciences de l'ingénieur (aménagement-urbanisme, géographie, génie électrique) ; elle comprend des chercheurs des laboratoires TVES, LVMT (Paris-Est Marne la Vallée), L2EP (Lille 1) et LTE (IFSTTAR Lyon) pour intégrer les contraintes techniques des véhicules. MOUVE fait suite à une précédente collaboration de recherche entre TVES et le laboratoire d'électrotechnique et électronique de puissance de Lille (L2EP), initiée autour du projet CUMIN (Campus Universitaire à Mobilité Innovante et Neutre en carbone) porté dans le cadre du PACTE (Penser, Agir, Construire pour la Transition Ecologique) de l'Université Lille 1.

Contact : Elodie Castex
elodie.castex@univ-lille1.fr

Connaissance, gouvernance et objectifs de la ville durable en Asie

Colloque international et interdisciplinaire, 12 - 13 janvier 2017, Université de Lille

L'importance des enjeux, défis et opportunités associés au phénomène urbain en Asie, nous a incité à mener une réflexion transversale sur les systèmes de pensée, les références, les outils et les modes de fabrication des villes durables, saisies dans leur complexité, leur diversité et leurs paradoxes. Co-organisé par Helga-Jane Scarwell (Lille 1), Divya Leducq (Polytech Tours) et Patrizia Ingallina (Paris Sorbonne), toutes trois impliquées dans des recherches et projets de coopération avec des universités et partenaires urbains en Asie, ce colloque a réuni plus d'une cinquantaine de chercheur-e-s, jeunes et seniors, pour le débat d'idées qui traverse les champs de l'aménagement et de l'urbanisme autour de la circulation des savoirs et des pratiques entre l'Occident et l'Asie. Le comité scientifique ayant participé à la sélection des contributions suite à la publication d'un appel à communications bilingue réunissait quelques-uns des meilleurs spécialistes de l'Asie. Organisé sous forme de six ateliers thématiques (habiter, modèles urbains, pratiques, résilience, gouvernance et ville de la connaissance), ces journées ont permis de soulever et répondre à des questionnements transversaux et de faire dialo-

guer les participants d'horizons divers autour d'enjeux communs à plusieurs villes d'Asie afin de dépasser les contextes nationaux et de permettre un certain comparatisme urbain en contexte interculturel (Chine, Inde, Japon, Corée du Sud, Bangladesh, Indonésie...). Deux invités reconnus internationalement ont donné des conférences plénières : Klaus R. Kunzmann (Technical University Dortmund) sur la soutenabilité de la ville chinoise et Hyun-Chan Bahk (Urban Design Institute of Korea) autour des projets urbains durables à Séoul. Des praticiens de l'aménagement et de l'urbanisme étaient également présents, notamment en la personne de Laurent Perrin de l'IAURIF. Ce colloque a été également l'occasion d'amorcer la publication d'un ouvrage collectif sur les modèles, références et pratiques de la ville durable en Asie, ainsi qu'un réseau de recherche thématique permettant de répondre à des appels à projet.

Site web du colloque :
<https://asie2017.sciencesconf.org/>
Contact : Helga-Jane Scarwell
hscarwell@gmail.com

Master Urbanisme et Aménagement

Politiques d'Aménagement Urbain et Littoral

Le Master PAUL (Politiques d'Aménagement Urbain et Littoral) est l'un des sept parcours de la Mention Urbanisme et Aménagement de l'offre de formation Master de la ComUE Lille Nord de France, et l'un des 12 Masters adossés à TVES.

Issu de la Maîtrise des Sciences et Techniques Développement des Territoires (DT), le DESS Développement Intégré des Territoires et Littoraux (DITL) a offert aux étudiants de l'ULCO, au début des années 2000, une formation bac+5 leur permettant d'accéder à des fonctions de développeurs et gestionnaires des territoires. En 2002, en lien avec la réforme LMD (Licence-Master-Doctorat), le DESS DITL est devenu le Master Mutations des Territoires Urbains et Développement Intégrés des Littoraux (MUTUDIL), puis, en 2015, Politiques d'Aménagement Urbain et Littoral (PAUL). Cette évolution s'est faite afin de mieux répondre au nouveau cadre national des formations et de mieux afficher l'identité de la formation autour de deux options : « Aménagement-Urbanisme » et « Littoral ». Le Master PAUL est donc le produit de l'évolution de la formation à l'ULCO portant sur les territoires et les littoraux.

Les deux options du Master PAUL constituent la colonne vertébrale de la formation. Pour chacun d'eux, le programme d'études est articulé autour

des thématiques urbaines, environnementales, culturelles, sociales et touristiques, et couvre différentes échelles spatiales et temporelles. Le Master bénéficie par ailleurs du soutien de nombreuses structures professionnelles qui offrent des opportunités variées aux étudiants : stages, ateliers de projets, conférences, etc. Chaque année, suite à des commandes réelles émanant de collectivités et d'organismes locaux ou régionaux partenaires, sont organisés des ateliers urbains et littoraux (6 mois). Ceux-ci permettent aux étudiants de faire l'apprentissage d'un travail collectif et professionnel. Ces ateliers constituent aussi des moments privilégiés de rencontre avec les élus, les praticiens de l'urbanisme et de l'aménagement et les gestionnaires du littoral. A l'issue de leur scolarité, les étudiants du Master PAUL peuvent soit se diriger vers le monde des cabinets d'études et de conseil, soit préparer les concours de la fonction publique territoriale, soit encore poursuivre en thèse, comme le font actuellement au sein de TVES trois anciens diplômés de la formation (Agathe Delbarre, et Jérémy Innebeer et Nicolas Verlynde).

Michel Carrard et Hervé Flanquart
Contacts : michel.carrard@univ-littoral.fr,
h.flanquart@yahoo.fr

ENERULCO

Projet développement durable

Au cœur des problématiques de développement durable et de transition énergétique, le projet ENERULCO est issu d'une réflexion interne entre des professionnels de l'énergie et un groupe d'enseignants-chercheurs de l'Université du Littoral Côte d'Opale (ULCO), dont plusieurs membres du laboratoire TVES. Il interroge l'ensemble des acteurs de l'université, étudiant(e)s, personnels administratifs, enseignants-chercheurs et chercheurs sur nos consommations d'énergie et nos gestes au quotidien. Le projet comporte deux volets : le premier a une dimension technique autour de l'efficacité énergétique à travers un diagnostic de performance énergétique et l'optimisation de l'occupation des locaux ; le second a une dimension comportementale, dite de sobriété énergétique. Ce deuxième volet a été expérimenté depuis septembre 2016 sur le pôle de Dunkerque, où des chercheurs du laboratoire TVES ont animé une démarche participative, avec l'aide de l'atelier professionnel des étudiants du Master Economie et Gestion de l'environnement et du Développement durable (EGEDD). Initiée par la projection du film documentaire « DEMAIN », réalisé par C. Dion et

M. Laurent, puis ponctuée de différents ateliers participatifs, cette démarche a permis aux étudiants et personnels de proposer une centaine d'actions et d'en identifier cinq actions prioritaires (mise en place de potagers collectifs, tri des déchets, dématérialisation et économie de papier, récupération des eaux de pluie, mise en place d'abris vélos sécurisés). Des supports de communication (teasing, site web...) ont été développés pour accompagner la démarche. Le prochain rendez-vous est fixé au 21 septembre 2017 pour le lancement officiel de ces actions !

<http://enerulco.univ-littoral.fr/>

Membres TVES participants : I. Calvo-Mendieta, S. Frère, A.-P. Hellequin, N. Livoury

Contact : enerulco@univ-littoral.fr



Master



Journées de terrain du Master PAUL à Monaco, en janvier 2017

Site : <http://paul.univ-littoral.fr/>

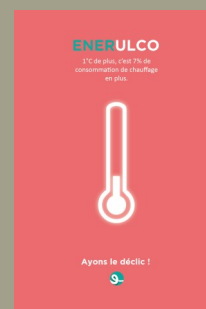


<https://www.facebook.com/Master-PAUL-1654702914793977/>

Programme



Atelier participatif Economie d'énergie et éco-responsabilité



Soutenance HDR



Soutenances de thèses



Regards croisés sur l'espace, une lecture géographique

Le 25 novembre 2016, Anne-Peggy Hellequin a soutenu à l'Université Littoral Côte d'Opale une Habilitation à Diriger des Recherches intitulée : « Regards croisés sur l'espace, une lecture géographique ».

Si la question de l'espace paraît consubstantielle de la géographie, encore faut-il savoir de quel espace parlons nous. Dans les dictionnaires de langue française, on peut rassembler sa définition autour de la distance, surface ou volume, sans oublier le milieu idéal et le temps. L'interrogation de trois dictionnaires spécialisés montre des définitions très différentes. En effet, le terme est absent dans la première édition du dictionnaire de P. Georges (1970). Dans le dictionnaire de R. Brunet (1993), un espace géographique polysémique apparaît, et l'auteur lui attribue un ensemble de relations et de lois. Enfin, en 2003, J. Lévy et M. Lussault interrogent la catégorie espace, et mettent en évidence que celui-ci est forcément relatif et relationnel et qu'en tant que dimension de la société, il peut être interrogé à l'instar des dimensions politique ou économique. Cette analyse des sens du mot espace doit être complétée par les apports de différents textes, articles ou ouvrages qui nous ont permis la définition d'un espace « par et pour les géographes ». Si l'espace cosmique apparaît en marge de la géographie, il nous faut insister sur la concrétude de l'espace, souvent absent des textes, et sur la constitution d'un espace à principes c'est-à-dire produit, vécu, représenté et comme dimension. Au contraire, l'espace est pour la plupart des sociologues

un territoire inconnu du fait des fondements universalistes de la sociologie durkheimienne, malgré la constitution de la morphologie sociale proposée par M. Halbwachs et M. Mauss. Et même la sociologie urbaine a longtemps considéré l'espace comme une surface. Aujourd'hui, les apports de sociologues, moins marqués par la généalogie française de la discipline, montrent des signes tangibles d'une nouvelle considération de la question spatiale en sociologie. A partir de ces conclusions, il est possible d'envisager des spatialités différenciées que nous illustrons à travers trois exemples, autour d'abord de la question du sens des espaces environnant La Ciotat, sens qui peuvent être conflictuels à l'heure de la patrimonialisation. En second lieu, nous montrons que la cartographie élaborée dans le cadre des PPRT cristallise quelques figures de l'action publique. Enfin, les relations aux lieux à Dunkerque, quartiers ou places, donnent à lire une urbanité contemporaine.

Le jury était composé de : N. Baron (Université de Marne la Vallée, rapporteur), M. Dumont (Université Lille 1, rapporteur), N. Lemarchand (Université Paris 8, rapporteur et présidente), C. Gibout (Université Littoral Côte d'Opale, garant), J. Lévy (Ecole Polytechnique Fédérale de Lausanne, examinateur), C. Roche (Université Littoral Côte d'Opale, examinateur), R. Séchet (Université Rennes 2, examinateur).

Contact : Anne-Peggy Hellequin
anne-peggy.hellequin@univ-littoral.fr

Camille Guenebeaud, Migrants et luttes des places dans la ville de Calais. Jury : O. Clochard (Université de Poitiers), M. Darley (CNRS), P. Gonin (Université de Poitiers), P. Picouet (Université de Lille), A.-L. Amilhat Szary (Université de Grenoble-Alpes), S. Weber (Université Paris-Est Marne-la-Vallée). Soutenue le 4 avril 2017 à l'Université de Lille Sciences et Technologies.

Clément Quacybeur, Entre urbanisme et paysage : des territoires de projets. Analyse d'une séquence urbaine : Euralille 1, Euralille 2, St Sauveur. Jury : D. Paris (Université de Lille), G. Clément (Ecole Nationale Supérieure de Paysage de Versailles-Marseille), B. Declève (UC Louvain), P. Donadieu (Ecole Nationale Supérieure de Paysage de Versailles-Marseille), A. Da Cunha (Université de Lausanne), C. Younès (Ecole Nationale Supérieure d'Architecture Paris La Villette), E. Berlin (Agence Empreinte). Soutenue le 13 décembre 2016 à l'Université de Lille Sciences et Technologies.

Hai Nam Tran, Contribution à la valorisation de l'eau dans les espaces urbains durables : l'exemple de Hà Nội (Viêt Nam). Jury : H. Scarwell (Université de Lille), D. Leducq (Université François-Rabelais de Tours), Q. T. Nguyen (Université

d'Architecture de Hanoï), D. Badariotti (Université de Strasbourg), D. Weissberg (Université de Toulouse Jean-Jaurès), C. Gibout (Université Littoral Côte d'Opale). Soutenue le 12 décembre 2016 à l'Université de Lille Sciences et Technologies.

Ana Magdalena Baidan, Bucarest face aux enjeux urbains contemporains : les dynamiques du développement et de l'aménagement dans une capitale de la « nouvelle Europe ». Jury : D. Paris (Université de Lille), G. Schmitt (Université de Valenciennes et du Hainaut Cambresis), J. Soumagne (Université d'Angers), I. Ianos (Université de Bucarest), F. O. Seys (Université de Lille), C. Ioja (Université de Bucarest). Soutenue le 24 novembre 2016 à l'Université de Lille Sciences et Technologies.

Liu Liu, Corridors urbains et Transit Oriented Development : Enseignements d'une modélisation intégrée des transports et de l'usage du sol appliquée à la métropole lilloise. Jury : P. Menerault (Université de Lille), A. L'Hostis (IFSTTAR), D. Badariotti (Université de Strasbourg), L. Chapelon (Université Paul Valérie Montpellier 3), A. Groux (Université de Lille), T. De La Barra (Central University of Venezuela Venezuela). Soutenue le 10 novembre 2016 à l'Université de Lille Sciences et Technologies.

Publications récentes des membres de TVES

Audouit C., Rufin-Soler C., Le Falher G., FLanquart H., Deboudt P., Perception et gestion des espaces littoraux préservés : l'apport des études de fréquentation (Nord et Languedoc Roussillon, France), *VertigO - La Revue Electronique en Sciences de l'Environnement*, vol. 16, n° 2, sept. 2016.

Boy D., Caradec P., **Carrard M.**, Chevalier J., Colomb de Daunant L., Dobruszkes F., Four S., Guitet K., Lambert P., Ourliac J.-P., Subremon A., Terral L., Théoleyre F., *Rapport pour le Conseil Supérieur de l'Aviation Civile sur le maillage aéroportuaire français*, janv. 2017.

Calvo-Mendieta I., Petit O., Vivien F.-D., Common Patrimony: A Concept to Analyze Collective Natural Resource Management. The Case of Water Management in France, *Ecological Economics*, vol. 137, July 2017, p. 126-132.

Carrard M., L'arrivée des opérateurs privés dans le réseau des aéroports français : éléments pour une réflexion prospective, *Flux*, n° 106, oct.-déc. 2016, p. 58-78.

Castex E., Le développement du transport à la demande en France : bilan et perspectives, *Flux*, n° 2016-4, p. 43-57.

Deboudt P., Le Parc national des Calanques (Marseille-Cassis-La Ciotat) : un exemple de gestion intégrée des zones côtières ? *Bulletin de l'Association de Géographes Français*, n°4, 2016, p. 369-386.

Delebarre A., Pfirsich T., À la recherche d'une urbanité périphérique ? Les petites villes au cœur des parcours résidentiels périurbains : une enquête dans le Dunkerquois, *Territoire en Mouvement*, vol.32, 2016. URL : <https://tem.revues.org/3919>

Douay N., **Prévot M.**, Circulation d'un modèle urbain "alternatif" ? *EchoGéo* [en ligne], 36, 2016, <https://echogeo.revues.org/14617>.

Drobenko B., *Droit de l'Urbanisme*, 2016-2017, 11^e éd., Gualino, 2017.

Dumont M., Da Lage E., Transitory Cultures. Spaces of Migration, *EspacesTemps.net*, 2016.

Dziatzko N., *Enjeux de la coopération internationale dans les multinationales de l'industrie automobile*, Herbert Utz Verlag, 2016.

Frère S., Le Blanc A., Gibout C., Hellequin A.-P., La gestion des risques industriels entre évolutions législatives et adaptations locales : le cas dunkerquois, *Environnement, Risques & Santé* (ERS), vol. 16, n°3, 2017.

Frère S., Zwarterook I., La concertation dans l'élaboration des Plans de Prévention des Risques Technologiques de Dunkerque : asymétries d'information et jeux d'acteurs, *Nature Sciences Société*, n°24, 2016, p. 109-122.

Gibout C., Le tourisme durable : un oxymore à dépasser ?, *Juristourisme*, n°191, nov. 2016, p. 35.

Glon E., Morère L., Les défis de la gouvernance pour concilier protection et valorisation territo-

riales d'une ressource. Le cas du programme « Agriculture et zones humides » du Parc naturel régional Scarpe-Escaut, *Développement Durable et Territoires*, vol. 7, n°3, 2016.

Herbert V., Dollé A.-L., Interrelations entre acteurs du tourisme et changement climatique en Côte d'Opale, *Juristourisme*, n°191, nov. 2016, p. 29.

Herbert V., Gibout C. (coord.), *Plaisance et urbanité : l'intégration des ports dans les villes contemporaines*, Septentrion, 2017, 304 p.

Le Blanc A., Gestion du risque et résilience des pratiques spatiales du sport LGBT, *Géographie et Cultures*, n°95, automne 2016, p.99-116.

Lebreton F., Sport de rue et dispositifs de l'action publique, *Influxus*, 2016. URL : <http://www.influxus.eu/article1061.html>

Lescureux F., Rouget N., Letniowska-Swiat S., Schmitt G., Heude J., Pfirsich T., Innover pour nourrir la ville : comment un intermédiaire de la grande distribution renouvelle la pratique des circuits courts (O'Tera dans le Nord-Pas-de-Calais), *Annales de Géographie*, n°712, 2016, p. 642-665.

Margier M., Cohabiter l'espace public : conflits d'appropriation et rapports de pouvoir à Montréal et Paris, PUR, coll. Géographie sociale, 2017, 196 p.

Perrin T., Neo-regionalismo y movilización de los entes sub-estatales en Europa, in C. Cancela Outeada, et al. (dir.), *Europa, políticas públicas y gobernanza. Les ideas y las redes de un académico europeoista : en recuerdo de Francesc Morata*, Editora Andavira, 2016, p. 145-152.

Riffaud T. et Recours R., Le street art comme micro-politique de l'espace public : entre « artivisme » et coopératisme, *Cahiers de Narratologie* [En ligne], 30 | 2016. URL : <http://narratologie.revues.org/7484>

Roche C., L'influence de l'Union Européenne sur le développement d'un tourisme littoral durable, *Juristourisme*, n°191, nov. 2016, p. 19-20.

Roche C., ITER, un nouveau sujet de droit international, *Riséo*, 2016/1. <http://riseo.fr/>

Rufin-Soler C., Audouit C., Connaissance, potentialités et valorisation des Dunes de Flandre : vers une démarche Opération Grand Site, *Bulletin de l'Association des Géographes Français*, n°4, 2016, p. 408-422.

Salvador P.-G., Caractérisation des remblaiements sédimentaires de six paléochenaux de la plaine alluviale du Rhône par la méthode granulométrique de Passega (Basses Terres, Ain, Isère), *Bulletin de la Société Géographique de Liège*, vol. 67, 2016, p. 107-124.

Scol J., Le tourisme à moto : les géographies renouvelées d'un phénomène marginal, *Via@ Tourism Rewiev*, n°2016-1(9), nov. 2016, 28 p. URL : <https://viatourismreview.com/fr/2016/09/le-tourisme-a-moto/>



Directeur de Publication : Philippe Deboudt

Comité de rédaction : Philippe Chagnon, Hervé Flanquart, Christophe Gibout

Conception et réalisation : Philippe Chagnon (ULCO). chagnon@univ-littoral.fr